

Cour internationale de justice climatique

Jugement : Actions contre les responsables des bombes climatiques

Auteur : Avocat représentant l'Association des régions méditerranéennes pour la partie des plaignants

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les juges,

Nous nous tenons aujourd'hui devant vous, non seulement au nom de l'Association des régions méditerranéennes, mais surtout au nom de chaque habitant, chaque famille, chaque écosystème dévasté par l'inaction et les abus des États et des entreprises qui se tiennent aujourd'hui devant vous. La Méditerranée, Mesdames et Messieurs les juges, n'est pas une simple région géographique comme les autres. C'est le berceau de la civilisation humaine. C'est une terre qui a abrité l'une des plus grandes richesses historiques, scientifiques et agricoles du monde. C'est un carrefour où les peuples et leurs idées se sont rencontrés et ont prospéré pendant des millénaires. Aujourd'hui, cette même région se meurt sous les yeux du monde entier.

Nous sommes parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Depuis des décennies, la désertification progresse à un rythme alarmant, laissant cette magnifique région en désert invivable. Ce qui était autrefois une terre où l'agriculture nourrissait des millions de personnes ne peut même plus cultiver assez d'olives pour produire de l'huile d'olive. L'agriculture, qui faisait vivre des familles de génération en génération, n'existe plus. La sécheresse, les tempêtes, l'érosion côtière et la montée des températures ont détruit le gagne-pain des habitants de nos régions ainsi que leur économie et leur sécurité alimentaire.

Mesdames et Messieurs les juges, nous faisons face à une situation d'une gravité sans précédent. La Méditerranée est le reflet de la crise climatique mondiale, et ce reflet nous renvoie une image sombre que les parties accusées n'ont cessé d'ignorer jusqu'à ce que cette image devienne réalité. Les accusés ici présents ont signé en 2014, il y a maintenant 16 ans, l'Accord de Paris. Cela fait donc 16 ans que nous attendons un changement, mais au lieu de cela, nous voyons une régression de la part de la majorité des pays. Pourtant, ces engagements sont restés de simples promesses sans actions. Nous tenons pour responsables les pays qui ne tiennent pas parole et qui ne prennent pas au sérieux les changements qui auraient dû être réalisés.

Cet accord aurait dû protéger notre région, qui est l'une des plus vulnérables au changement climatique. Au lieu de cela, les résidents méditerranéens ont été contraints de quitter leurs terres et de migrer vers le nord pour échapper à la situation critique dans laquelle se trouvent aujourd'hui ces 21 pays. Il y a eu un déclin majeur de la biodiversité : notre écosystème marin est presque totalement éteint, de même que la biodiversité végétale. Quarante-sept des 49 monuments classés au Patrimoine mondial de l'UNESCO ont disparu ; il ne nous reste rien. La région méditerranéenne est désormais un désert presque inhabité, et les acteurs de l'aggravation climatique ne pourront jamais la ramener à son état d'autrefois.

Chaque année, la date du "jour du dépassement" avance un peu plus. Nous consommons plus que ce que notre monde peut produire, avec des conséquences dévastatrices pour nos régions.

Ce que nous demandons à cette Cour est simple : la reconnaissance de l'impact désastreux que les parties aux bancs des accusés ont causé à nos régions. Nous demandons que des mesures urgentes et concrètes soient prises. Il est impératif que ceux qui sont responsables de ce désastre répondent devant cette Cour. Nous réclamons, au nom de nos clients, que les actions citées ci-dessus soient entreprises dans les plus courts délais. Nous n'avons plus de population, plus de terre, plus d'histoire. Vous avez contribué à détruire notre passé, ruiner notre présent et gâcher nos espoirs pour le futur, et pour cela nous demandons à la Cour de rendre justice.

Je vous remercie, Mesdames et Messieurs les juges, de votre attention et de votre engagement à prendre une décision juste envers toutes les parties ayant été victimes.